



Mesdames et Messieurs les membres du CDEN

C'est dans un contexte politique ubuesque que cette rentrée s'est déroulée. Un casting sans fin sur le ou la future premier ministre, une ministre de l'éducation démissionnaire et un président qui continue son chemin à contre courant ...tout cela nous met dans un flou total sur les réformes en cours. La nomination de Michel Barnier en collaboration avec le Rassemblement National nous inquiète. Nous connaissons déjà son programme : austérité et politique réactionnaire.

Sur 1600 stagiaires du second degré sur l'académie, 300 ne se sont pas présenté-es. Ce chiffre est la triste illustration du manque d'attractivité du métier d'enseignant-es. Partout, il manque des professeurs-es devant les élèves. Côté administration, c'est la même chose. Le service des remplacements au Rectorat est dépassé.

Les réformes des dernières années (Blanquer et « choc des savoirs ») ont contribué à réduire l'autonomie des enseignant-es (labellisation des manuels, évaluations nationales, refonte des programmes etc...) tout en les rendant dépendant de missions supplémentaires rémunérées pour maintenir leur niveau de salaire trop bas au regard de l'inflation. Par ce biais, l'Education nationale construit sa propre concurrence en interne. La mission de professeur principal, par exemple, à qui on en demande toujours plus, n'apparaît plus attractive au regard d'autres missions mieux rémunérées et moins chronophages. De nombreuses classes se retrouvent désormais sans professeur principal.

La rentrée s'avère encore une fois, chaotique. Les remontées du terrain sont alarmantes : classes surchargées, postes non pourvus, manque d'AED et d'AESH et bien sur comme tous les ans depuis quelques temps : des élèves de seconde sans affectation en particulier en LP et en LGT à qui on propose de redoubler malgré un passage en seconde acté en conseil de classe.

La hausse démographique sur le département n'a pas été anticipée et les établissements scolaires sont saturés : bruits, bousculades dans les couloirs, nombreux changements de salles etc. Les conditions de travail des communautés éducatives se trouvent extrêmement dégradées. Le service public d'éducation est mis à mal, au détriment des élèves.

Mais, tous les enfants ne sont pas impactés par le manque de moyens, comme le révèlent les différentes enquêtes sur les financements publics colossaux aux établissements scolaires privés.

La recherche de la fameuse « égalité des chances » entendue dans la bouche de tous les gouvernements ces dernières années, s'avère n'être qu'un mot creux, un simple élément de langage...

Face à ce navrant constat, comment ne pas évoquer la mise en place de la réforme du LP et des parcours différenciés en terminale qui s'apprête à jeter nos élèves (1/3 des lycéens du pays) en pâture aux entreprises et au marché de l'emploi sans plus aucun projet émancipateur...

Dans le premier degré, nous assistons à une généralisation des évaluations nationales qui s'étendent désormais sur tout l'élémentaire. Ces évaluations servent entre autres à comparer les écoles entre elles, ce qui donne un sentiment d'incompétence aux collègues et exerce une pression sur eux. Je cite « vous avez le même IPS qu'à tel endroit et pourtant vos résultats sont moins bons ... ».

La dégradation de la formation continue placée hors temps scolaire au prétexte du manque de remplaçant-es place des collègues en difficultés. Celles et ceux qui sont recrutées à la va-vite notamment. Cela impacte parfois toute une école ou toute une équipe qui doit gérer la situation alourdissant ainsi leur charge de travail et créant un risque de tension.

Notre syndicat appelle à une journée de grève et de mobilisation avec toute la CGT le 1<sup>er</sup> octobre, pour gagner des augmentations de salaire, l'abrogation de la réforme des retraites et plus globalement pour des services publics de qualité dont le notre.